

DOCUMENT PREPARATOIRE A LA CONFERENCE
NATIONALE DES IUT-TS

I - LES PROBLEMES

Le développement des IUT est lié à la politique de rentabilisation de l'Université. Les étudiants supportent les conséquences de cette politique c'est à dire :

- raccourcissement de la durée des études ,
 - spécialisation étroite ne permettant pas le recyclage ,
 - manque de crédits pour certains IUT,
 - absence de structures socio-culturelles autour des IUT,
 - suppression des sursis militaires,
- etc---

Les étudiants des IUT et LTS, issus des couches sociales les plus défavorisées sont en plus grande proportion que dans les autres secteurs universitaires- Ils s'orientent donc vers des filières courtes- Par les horaires des programmes et les formes de contrôle des connaissances, les étudiants technologues ne peuvent être salariés, les problèmes financiers se posent donc de manière très aiguë-

Actuellement, les conseils d'IUT (UER par dérogation) n'ont qu'un rôle consultatif, le directeur (nommé par le ministère) ayant le pouvoir exécutif, cette situation ne permet donc ni aux étudiants, ni aux enseignants et personnels de l'IUT de participer à la gestion de l'IUT-

Dans les LTS existent des problèmes spécifiques d'ampleur nationale :

- libertés syndicales et politiques,
- reconnaissance du statut étudiant,
- laïcité de l'enseignement, refus de la privatisation,

Sur ce dernier point, rappelons que l'enseignement privé rassemble 23% des étudiants TS en France, dans la région parisienne le taux s'élève à 33%, ce sont six mille étudiants qui auront un diplôme sans valeur nationale puisque le contenu de l'enseignement n'est pas clairement défini, de plus la gratuité de l'enseignement, élément majeur de la démocratisation de l'enseignement est remise en cause-

Au cours de ses études, l'étudiant effectue un stage- Le contenu de ce stage ne permet pas à l'étudiant d'exploiter ses connaissances théoriques et de prendre des initiatives personnelles-

L'étudiant diplômé ne trouvera pas immédiatement du travail (service militaire, problème du manque d'emploi dans la région etc---), s'il en trouve, son emploi sera sous-qualifié, sa classification et l'évolution de sa carrière ne tiendront pas compte de son diplôme-

II - LES SOLUTIONS

Tout d'abord, il faut permettre aux étudiants de vivre et d'étudier :

- projet de loi sur l'allocation d'étude, établi par l'UNEF, il doit permettre en prenant les premières mesures d'urgence, d'attribuer aux étudiants salariés (350 000) des mensualités de 700 maximum et ceci 12 mois par an. Cette allocation permettra aux étudiants d'achever leurs études (une année d'étude pour un étudiant coûte 5 000 F à l'Etat, 2 étudiants sur 3 ne terminant pas leurs études, cela représente un gâchis de 2 milliards de francs)
- rétablissement immédiat des sursis militaires, non à l'allogement de la période du service national (passage de 12 à 16 mois)
- **Crédité pour les IUT**, création des structures sociales d'accueil (restaurants universitaires, résidences, foyers ----)

Donner au contenu de l'enseignement technologique la valeur et l'importance qu'il devrait avoir aujourd'hui dans l'économie de la France :

- nationalisation des lycées techniques privés,
- reconnaissance des diplômes dans les conventions collectives au niveau réel correspondant à leur valeur (des propositions concrètes devront être faites et exprimées à la commission supérieure des Conventions Collectives)
- équivalence des deux années d'IUT avec le premier cycle de Faculté, possibilité pour les étudiants diplômés de préparer la maîtrise de science et de technique,

Offrir des débouchés, des emplois à tous les étudiants, ceci est possible :

Que penser, par exemple, de Electricité de France, une industrie nationale qui devrait être en pleine expansion et qui fonctionne actuellement avec effectifs bloqués ?

Permettre aux étudiants de s'exprimer et de participer efficacement à la gestion de l'IUT :

- libertés syndicales et politiques,
- les conseils d'IUT doivent être des conseils d'UER à part entière (pouvoir exécutif)

III- GAGNER, EST-CE POSSIBLE ?

L'ensemble de ces revendications traduit le souci des dizaines de milliers d'étudiants technologues de voir se développer un enseignement technologique de valeur et d'assurer leur avenir professionnel

Cela signifie qu'il faut obtenir satisfaction sur l'ensemble de ces points et dans les plus brefs délais

C'est la raison de la réunion de la Conférence Nationale des 9 et 10 décembre

Les délégués à la Conférence seront au nombre de 1 pour 300 étudiants,

cela veut dire que chaque délégué représentera 300 étudiants qui auront une connaissance du document préparatoire à la Conférence, qui en auront discuté et l'auront amendé

Le 9 décembre, une délégation de la Conférence se rendra au ministère, pour appuyer cette délégation nous proposons que le 8 soit une journée nationale d'action se traduisant par :

- des télégrammes au ministères pour qu'il reçoive la délégation,
- débrayages, meetings, manifestations et délégations auprès des directeurs d'Etablissements,
- signature par tous les étudiants d'une pétition nationale
- intervention dans les conseils d'UER et d'Université

Les délégués à la Conférence manifesteront avec le CNAL l'après-midi du 9 décembre- L'objectif actuel est de pouvoir intervenir dans la Commission des Conventions collectives quand elle abordera les questions relatives au DUT et au BTS -

Cette intervention se fera sur la base des propositions qui se dégageront de la Conférence Nationale quand au niveau de reconnaissance des DUT et BTS
